



SESSION ORDINAIRE 2020-2021

18 DÉCEMBRE 2020

**PARLEMENT DE LA RÉGION
DE BRUXELLES-CAPITALE**

RÉSOLUTION

**visant à l'amélioration des relations
entre citoyens et forces de l'ordre et
entre forces de l'ordre et citoyens**

RÉSOLUTION

adoptée par le Parlement

Voir :

Documents du Parlement :

A-281/1 – 2020/2021 : Rapport.

A-281/2 – 2020/2021 : Amendements après rapport.

GEWONE ZITTING 2020-2021

18 DECEMBER 2020

**BRUSSELS
HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT**

RESOLUTIE

**tot de verbetering van de relatie
tussen burgers en ordediensten en
tussen ordediensten en burgers**

RESOLUTIE

aangenomen door het Parlement

Zie :

Stukken van het Parlement :

A-281/1 – 2020/2021 : Verslag.

A-281/2 – 2020/2021 : Amendementen na verslag.

RÉSOLUTION

visant à l'amélioration des relations entre citoyens et forces de l'ordre et entre forces de l'ordre et citoyens

Développements

Généralités

Au printemps 2020, à la suite du décès d'un jeune au terme d'une course-poursuite avec la police, Bruxelles a connu des émeutes qui ont constitué l'amorce concrète des commissions thématiques sur les relations entre les citoyens et les forces de l'ordre en Région bruxelloise. La mort du jeune et les émeutes qui ont suivi ne sont pas un fait isolé. En outre, les citoyens ne sont pas les seules victimes : les agents de police sont également confrontés à des agressions. C'est un problème qui mérite davantage d'attention. C'est pourquoi la commission des affaires intérieures s'est penchée sur les relations entre police et citoyens lors de quatre réunions thématiques visant à examiner les causes de la perte de confiance entre les citoyens et la police dans certaines situations, à faire la lumière sur les problèmes, mais surtout à réfléchir aux moyens d'améliorer ces relations. La Région bruxelloise a un rôle important à jouer, car depuis la sixième réforme de l'État, elle est compétente pour la prévention et la sécurité.

Des orateurs de différents horizons ont pris la parole. Le choix des orateurs a fait l'objet d'une réflexion en profondeur. L'équilibre était essentiel. Si on veut étudier les raisons pour lesquelles la confiance entre la police et les citoyens est perdue ou mise sous pression, il faut au minimum entendre ces deux parties. Nous avons recueilli plusieurs points de vue sur cette question : des chercheurs, des intervenants issus de la société civile, des représentants de syndicats, un bourgmestre et des policiers ont pris la parole. Les présentations, instructives, ont été suivies de nombreuses questions, réponses et discussions.

La première réunion s'est déroulée à la fin septembre. Deux autres ont suivi en octobre, mais la dernière n'a pas pu être organisée en présentiel en raison du coronavirus. La présentation que prévoyaient les derniers orateurs invités a été distribuée sous forme de documents numériques. Tous les orateurs sont énumérés dans la résolution.

L'objectif ultime de ces commissions thématiques était de formuler des recommandations afin d'améliorer les relations entre les citoyens et la police, idéalement dans un texte important le soutien de la majorité et de l'opposition.

Contexte et point de départ

On a pris pour point de départ général le caractère indispensable de la confiance et du respect mutuel entre la police et la population. Une ville n'est ni sûre ni vivable sans cette confiance.

RESOLUTIE

tot de verbetering van de relatie tussen burgers en ordediensten en tussen ordediensten en burgers

Algemene toelichting

Algemeen

In de lente van 2020 waren er in Brussel rellen na de dood van een jongere die stierf na een politieachtervolging. Dat was de concrete aanleiding voor thematische commissies over de 'relatie tussen burgers en politie in het Brussels Gewest'. De dood van de jongere en de rellen die erop volgden waren geen eenmalig feit. Bovendien zijn niet alleen burgers slachtoffer. Ook politieagenten krijgen te maken met agressie. Het is een vraagstuk dat meer aandacht verdient. Daarom heeft de commissie Binnenlandse Zaken zich gebogen over de relatie tussen politie en burger, in vier thematische commissies: onderzoeken waarom het vertrouwen tussen burgers en politie in sommige situaties zoek is, uitklaren wat er fout loopt maar vooral nagaan hoe we die relatie kunnen verbeteren. Het Brussels Gewest heeft een belangrijke rol te spelen, want sinds de zesde staatshervorming is het Gewest bevoegd voor preventie en veiligheid.

Er kwamen sprekers uit verschillende hoeken aan het woord. Over wie het woord kreeg, is grondig nagedacht. Het evenwicht was erg belangrijk. Wie wil onderzoeken waarom het vertrouwen tussen politie en burger zoek is of onder druk staat, moet op zijn minst die twee partijen aan het woord laten. We hebben dit vraagstuk uit meerdere hoeken laten belichten. Er kwamen onderzoekers, sprekers uit het middenveld, vertegenwoordigers van vakbonden, een burgemeester, politiemensen aan het woord. De uiteenzettingen waren leerzaam, met achteraf ook veel vragen, antwoorden en discussies.

De eerste vergadering vond plaats eind september. Er volgden nog twee in oktober. Wegens corona kon de laatste bijeenkomst niet fysiek plaatsvinden. Van de laatste sprekers werden digitale documenten verdeeld met daarin hun geplande uiteenzetting. Alle sprekers staan opgelijst in de resolutie.

Het uiteindelijke doel was het formuleren van aanbevelingen om de relatie burger-politie te verbeteren, met idealiter een tekst die door meerderheid en oppositie wordt gesteund.

Context en uitgangspunt

Het algemene uitgangspunt is de noodzaak van vertrouwen en wederzijds respect tussen politie en bevolking. Zonder dat vertrouwen is een stad niet veilig of leefbaar.

Nombreux sont les éléments à prendre en considération. La pandémie de coronavirus a encore exacerbé les tensions déjà présentes entre les citoyens et la police. La pandémie a accentué la pression non seulement sur les citoyens qui devaient respecter certaines mesures, mais aussi sur les policiers qui devaient veiller au respect de ces mesures. Tant les citoyens que la police ont été exposés à un stress important, et des actes violents ont été commis des deux côtés. Lorsque cela s'avère nécessaire, la police est en droit de recourir à la force. Il y a des règles strictes à cet égard. Tout usage de la force doit être raisonnable et proportionnel à l'objectif visé. La violence contre les forces de l'ordre ne peut jamais être tolérée. Elle doit être punie rapidement et efficacement.

Il y a eu des incidents de part et d'autre pendant la crise du coronavirus, mais il y en avait déjà avant la crise. Il y a des violences commises par la police et contre la police, ce qui pose chaque fois question. Les mauvaises pratiques doivent être suivies d'une réponse appropriée. Sans cela, la situation sur le terrain se détériore.

En tant que policier dans la capitale, il n'est pas facile d'intervenir ou d'agir. La grande ville est complexe. Il ne s'agit pas seulement de querelles de voisinage. Des problèmes complexes, spécifiques à la grande ville, se posent. À cela s'ajoute encore le fait qu'il est généralement – donc pas seulement dans la capitale – plus difficile qu'avant de faire respecter l'autorité. Les personnes en charge de l'autorité sont de plus en plus critiquées et contestées. Les citoyens s'expriment davantage. Ils n'acceptent pas simplement n'importe quelle autorité. Ils demandent des explications lors d'une intervention de la police.

Toutes les parties ont intérêt à ce que les droits et devoirs, des citoyens comme des policiers, soient bien connus et – évidemment – respectés. Une bonne communication à l'adresse du citoyen est nécessaire pour l'informer de ses droits et devoirs envers la police, mais les policiers ont également besoin de connaissances. Un citoyen est bel et bien autorisé à filmer une intervention. Par contre, la mise en ligne de telles images est interdite. Un usage abusif, d'un côté comme de l'autre, des droits et devoirs entraîne un durcissement des positions et, dans certains cas, une escalade de la violence. Ce qui détériore encore davantage les relations entre le citoyen et la police. De tels abus doivent être suivis d'une réponse appropriée dans notre État de droit.

Le nombre de policiers à Bruxelles est un autre facteur. Il n'est pas à niveau. Les agents de police bruxellois sont confrontés à des situations complexes et ils ont beaucoup de travail. Il faut un financement suffisant pour que la police locale puisse remplir sa mission. La dotation fédérale aux zones de police est calculée selon la norme KUL, qui tient notamment compte du nombre d'habitants. Or, la norme KUL remonte à 2001. Elle a donc presque 20 ans. Dans l'intervalle, la population a considérablement augmenté. Les moyens alloués à la police n'ont pas suivi. La norme KUL doit être revue.

Er zijn tal van elementen in overweging te nemen. De coronapandemie heeft de spanningen die er al waren tussen burger en politie nog meer op scherp gezet. De pandemie legde niet alleen meer druk op de burger die bepaalde maatregelen in acht moest nemen, maar ook op politieagenten die ervoor moesten zorgen dat maatregelen werden nageleefd. Zowel burgers als politie werden blootgesteld aan veel stress en het kwam tot hardhandige optredens aan beide zijden. In de gevallen dat het nodig is, mag de politie geweld gebruiken. Daar zijn strenge regels voor. Elk gebruik van geweld moet redelijk zijn en in verhouding staan tot het nagestreefde doel. Geweld tegen ordediensten mag nooit getolereerd worden. Het moet snel en efficiënt bestraft worden.

Van de twee kanten zijn er tijdens corona incidenten geweest, maar ze waren er ook al voor corona. Er is geweld door en geweld tegen de politie, waar telkens weer vragen bij rijzen. Foute praktijken moeten een gepast gevolg krijgen. Als dat niet gebeurt, verergert de situatie op het terrein.

Als politieagent in de hoofdstad is het niet gemakkelijk om in te grijpen of op te treden. De grootstad is complex. Het gaat hier niet alleen om burenruzies. Er duiken complexe problemen op, eigen aan de grootstad. Daar komt nog bij dat in het algemeen – dus niet alleen in de hoofdstad – het moeilijker is dan vroeger om autoriteit af te dwingen. Gezagsdragers worden in toenemende mate bekritiseerd en uitgedaagd. Burgers zijn mondiger geworden. Ze aanvaarden niet zomaar eender welk gezag. Ze vragen uitleg bij een optreden door de politie.

Alle partijen hebben er baat bij als de rechten en plichten, van burgers én politiemensen, goed gekend zijn en – uiteraard – ook worden gerespecteerd. Goede communicatie naar de burger is nodig om hem te informeren over zijn rechten en plichten ten opzichte van de politie, maar ook politiemensen hebben nood aan kennis. Een burger mag wel degelijk filmen tijdens een interventie. Dergelijke beelden publiek online zetten is evenwel niet toegestaan. Verkeerd gebruik van rechten en plichten, aan beide zijden, leidt tot een verharding van standpunten en in sommige gevallen tot een escalatie van geweld. Hetgeen opnieuw de relatie burger-politie schade toebrengt. Zulke misstanden moeten een gepast gevolg krijgen in onze rechtsstaat.

Een bijkomende factor is het aantal politieagenten in Brussel. Dat staat niet op peil. Politieagenten in Brussel staan voor complexe situaties en hebben veel werk. Voldoende financiering is noodzakelijk opdat de lokale politie haar opdracht kan vervullen. De federale dotatie aan de politiezones wordt berekend volgens de KUL-norm, die o.a. rekening houdt met het aantal inwoners. Alleen dateert die KUL-norm uit 2001. Hij is dus bijna 20 jaar oud. In die tijd is de bevolking sterk gegroeid. De middelen voor politie groeiden niet mee. De KUL-norm moet worden herzien.

Recommandations

Les recommandations s'inspirent concrètement des recommandations formulées par les orateurs lors des commissions thématiques. Elles ont été classées par thèmes : enquête et monitoring ; personnel et recrutement d'agents de police ; formation ; travail de quartier, contacts de quartier, communication ; interventions et méthodes de travail ; sanctions, amendes. Bon nombre de recommandations font appel à Bruxelles Prévention et sécurité.

Aperçu des recommandations :

- assurer un meilleur suivi des personnes contrôlées, la clarté sur le nombre de contrôles d'identité effectués et les raisons de ces contrôles afin d'améliorer l'efficacité des contrôles et de mieux lutter contre la criminalité ;
- soutenir les zones de police à travers la généralisation de la police de proximité, des brigades pédestres, cyclistes ou à cheval. Dans la rue, les agents sont accessibles et abordables ;
- une procédure de plainte en ligne standard afin qu'une plainte puisse être introduite dans toutes les zones de la même façon et aussi facilement ;
- encourager davantage de Bruxellois à opter pour un emploi dans la police, et préparer les candidats aux épreuves de sélection pour améliorer leurs chances de réussite ;
- améliorer le protocole de communication en situations de crise, surtout en cas d'incidents entraînant la mort ou des blessures graves ;
- un cadre (fédéral) général pour l'utilisation des caméras d'intervention (bodycams), car il n'y a aucune uniformité actuellement et chaque zone de police émet ses propres directives pour son corps.

Pour assurer le suivi de la mise en œuvre pratique de ces recommandations, une recommandation finale demande à Bruxelles Prévention et sécurité d'intégrer les éléments de la présente résolution dans son rapport annuel, de vérifier si les recommandations ont été mises en pratique et leurs résultats.

Aanbevelingen

De aanbevelingen zijn concreet gebaseerd op de aanbevelingen die tijdens de thematische commissies door de sprekers werden geformuleerd. Ze werden in verschillende domeinen ingedeeld: onderzoek en monitoring; personeel en rekrutering van politiemensen; opleiding; wijkwerking, wijkcontacten, communicatie; interventies en werkwijze; sancties, boetes. Voor vele aanbevelingen wordt beroep gedaan op Brussel Preventie en Veiligheid.

Een greep uit de aanbevelingen :

- beter opvolgen wie wordt gecontroleerd, duidelijkheid over het aantal uitgevoerde identiteitscontroles en de redenen voor deze controles met als doel efficiëntere controles en betere misdaadbestrijding ;
- de politiezones te ondersteunen met de veralgemening van nabijheidspolitie, brigades te voet, met de fiets of te paard. Agenten zijn in de straat bereikbaar en aanspreekbaar ;
- een standaardprocedure voor online klachten zodat klachten in alle zones op dezelfde manier en vlot toegankelijk kunnen worden ingediend ;
- meer Brusselaars aanmoedigen te kiezen voor een job bij de politie, alsook kandidaten voorbereiden op de selectieproeven zodat ze meer kans maken om te slagen ;
- het communicatieprotocol voor crisissituaties verbeteren, zeker bij incidenten met ernstige gewonden of dodelijke afloop ;
- een algemeen (federaal kader) voor het gebruik van bodycams, want vandaag is er geen uniformiteit en elke politiezone schrijft richtlijnen uit voor haar korps.

Om op te volgen hoe deze aanbevelingen in de praktijk worden gebracht, is er de slotaanbeveling met de vraag aan Brussel Preventie en Veiligheid om in zijn jaarverslag de elementen uit deze resolutie op te nemen, om na te gaan of de aanbevelingen in de praktijk werden gebracht en welk resultaat ze hebben opgeleverd.

RÉSOLUTION**visant à l'amélioration des relations
entre citoyens et forces de l'ordre et
entre forces de l'ordre et citoyens**

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu :

- les incidents récents au cours desquels des Bruxellois et des membres des forces de police ont été gravement blessés ou ont perdu la vie dans le cadre d'interventions de police ;
- les témoignages relatifs aux contrôles de police vécus comme injustifiés et résultant d'un profilage ethnique ;
- l'importance de créer et de maintenir une relation de confiance réciproque entre les policiers et les citoyens ;
- les incidents récents au cours desquels les forces de police ont été empêchées dans l'exécution de leurs missions à cause d'agressions et d'obstructions perpétrées par des auteurs de troubles ;
- le manque de respect chez certains Bruxellois pour le travail essentiel que font les policiers ;
- l'augmentation des tensions susmentionnées en raison des mesures de lutte contre le coronavirus, qui ont fait augmenter la charge de travail des policiers et compliqué encore les conditions de vie des Bruxellois vivant dans la précarité et/ou manquant d'espace ;
- le premier rapport détaillé en Belgique présenté par Amnesty International en 2018 sur la pratique du profilage ethnique ;
- que la Région de Bruxelles-Capitale s'est vu confier de nouvelles responsabilités en matière de prévention et de sécurité avec la sixième réforme de l'État ;

Considérant :

- que la confiance et le respect mutuel entre la police et la population sont indispensables à une ville sûre et vivable ;
- que le contexte de la crise sanitaire n'a fait que renforcer l'urgence d'éliminer ces tensions ;
- que le métier de policier est une profession difficile et que les policiers sont en permanence soumis au stress, à la gestion de situations parfois complexes dans l'urgence et à la survenance de drames humains ;

RESOLUTIE**tot de verbetering van de relatie
tussen burgers en ordediensten en
tussen ordediensten en burgers**

Het Brussels Hoofdstedelijk Parlement,

Gelet op :

- de recente incidenten waarbij Brusselaars en mensen van de politie ernstig gewond geraakten of het leven lieten in het kader van politie-interventies ;
- de getuigenissen over politiecontroles die worden ervaren als niet gerechtvaardigd en het gevolg van etnisch profileren ;
- het belang een wederzijdse vertrouwensrelatie te creëren en te onderhouden tussen de politie en de Brusselaars ;
- de recente incidenten waarbij de politie werd verhinderd in het uitoefenen van haar opdracht door agressie en obstructie door onruststokers ;
- het gebrek aan respect voor het essentiële werk van de politie en ordediensten bij bepaalde Brusselaars ;
- de toename van bovengenoemde spanningen door de impact van de coronamaatregelen die de werklust van agenten deed toenemen en voor nog moeilijker leefomstandigheden hebben gezorgd voor Brusselaars die leven in armoede en/of een gebrek aan ruimte hebben ;
- het eerste gedetailleerde rapport in België van Amnesty International in 2018 over etnisch profileren ;
- het feit dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bij de zesde staats hervorming nieuwe verantwoordelijkheden inzake preventie en veiligheid heeft gekregen ;

Overwegende dat :

- vertrouwen en wederzijds respect tussen politie en bevolking noodzakelijk zijn voor een veilige en leefbare stad ;
- de context van de Coronacrisis de urgentie om deze spanningen weg te nemen scherper heeft gesteld ;
- het beroep van politieagent moeilijk is en dat politieagenten voortdurend worden blootgesteld aan stress, het beheer van soms complexe noodsituaties en het voorkomen van menselijke tragedies ;

- que les policiers, en tant que dépositaires de l'autorité ayant le monopole de la force, doivent en tout temps adopter une conduite irréprochable en veillant au respect de l'article 37 de la loi sur la fonction de police : « Dans l'exercice de ses missions de police administrative ou judiciaire tout membre du cadre opérationnel peut, en tenant compte des risques que cela comporte, recourir à la force pour poursuivre un objectif légitime qui ne peut être atteint autrement. Tout recours à la force doit être raisonnable et proportionné à l'objectif poursuivi. Tout usage de la force est précédé d'un avertissement, à moins que cela ne rende cet usage opérant. » ;
- que la transparence en cas d'inconduite policière présumée est une condition à un respect partagé pour la police ;
- que la violence à l'encontre des policiers ne peut en aucun cas être tolérée et doit être sanctionnée rapidement et efficacement ;
- que les figures de l'autorité, de manière générale, sont de plus en plus critiquées et contestées ;
- que les initiatives visant à un rapprochement entre la police et les Bruxellois sont nécessaires pour renforcer la confiance et le respect mutuel ;
- qu'il faut veiller pendant la formation des policiers, à davantage de clarté quant aux droits et devoirs des citoyens et des policiers pendant les interventions de ces derniers. Le manque de connaissance de ces droits et devoirs, ou leur non-respect, concerne surtout le « droit de filmer » ou les « fouilles à nu » ;
- qu'il est nécessaire d'avoir en même temps une bonne communication à destination du citoyen en vue de l'informer de ses droits et devoirs vis-à-vis des policiers ;
- que les policiers sont des travailleurs et qu'à ce titre, comme pour tout travailleur, l'autorité est tenue de veiller à leur bien-être au travail ;
- que les réseaux sociaux s'emparent très souvent de certains incidents, toujours de manière partisane et peu objective, ce qui entraîne l'exaspération des positions et le durcissement des points de vue, qui produisent à leur tour parfois une escalade de la violence et créent un contexte de méfiance réciproque ;
- que lorsque survient un incident entre citoyens et policiers, il appartiendrait, dans un État de droit, que cet incident soit tranché de manière rapide par le pouvoir judiciaire ; qu'il faut néanmoins constater le manque de moyens de la justice, ce qui a pour conséquence d'allonger considérablement les délais pour l'obtention d'une décision judiciaire ;
- politieagenten als gezagsdragers met een geweldsmonopolie te allen tijde artikel 37 van de wet op het politieambt op een onberispelijke manier moeten naleven : « Bij het vervullen van zijn opdrachten van bestuurlijke of gerechtelijke politie kan elk lid van het operationeel kader, rekening houdend met de risico's die zulks meebrengt, geweld gebruiken om een wettig doel na te streven dat niet op een andere wijze kan worden bereikt. Elk gebruik van geweld moet redelijk zijn en in verhouding staan met het nagestreefde doel. Aan elk gebruik van geweld gaat een waarschuwing vooraf, tenzij dit gebruik daardoor onwerkzaam zou worden. » ;
- transparantie bij vermoedens van wangedrag door politie een voorwaarde is voor een breed respect voor de politie ;
- geweld tegen politie nooit mag getolereerd worden en snel en efficiënt bestraft dient te worden ;
- figuren met autoriteit in het algemeen in toenemende mate bekritiseerd en uitgedaagd worden ;
- initiatieven die zich richten op toenadering tussen Brusselaars en politie noodzakelijk zijn om het vertrouwen en wederzijds respect op te krikken ;
- er tijdens politieopleidingen meer aandacht moet gaan naar en verduidelijking komen over de rechten en plichten van burgers en politiemensen bij interventies. Wat betreft het recht op filmen en het uitvoeren van naaktfouilles bestaan er nog onduidelijkheden of worden rechten en plichten niet nageleefd ;
- goede communicatie naar de burger is nodig om hem te informeren over zijn rechten en plichten ten opzichte van de politie ;
- politieagenten werknemers zijn en in die hoedanigheid is de overheid verplicht te waken over welzijn op het werk, zoals bij eender welke werknemer ;
- sociale netwerken vaak incidenten vastleggen op een partijdige en niet erg objectieve manier, hetgeen leidt tot ergernis en verharding van standpunten en in sommige gevallen tot een escalatie van geweld en een context van wederzijds wantrouwen ;
- wanneer er zich incidenten voordoen tussen de burger en de politie dit in een rechtsstaat snel door de rechterlijke macht moet worden opgelost; dat we moeten vaststellen dat rechtbanken over onvoldoende middelen beschikken, hetgeen de termijnen voor het verkrijgen van een rechterlijke beslissing aanzienlijk verlengt ;

- que la nécessité d’assurer un financement adapté des missions de police locale telles que définies dans l’arrêté royal du 17 septembre 2001 déterminant les normes d’organisation et de fonctionnement de la police locale visant à assurer un service minimum équivalent à la population, nécessité de revoir la « norme KUL » ;
- que le fédéral s’est engagé, dans sa déclaration de gouvernement, à revoir la norme KUL ;

Après avoir entendu les témoignages et les recommandations, durant les commissions thématiques des 29 septembre 2020, 13 octobre 2020 et 21 octobre 2020 et avoir étudié les documents écrits relatifs aux bonnes pratiques de :

- Sarah Van Praet, chercheuse ;
- Eveline Vandevelde et Yassine Boubout, de la plateforme Stop Ethnic Profiling ;
- Thierry Belin (SNPS), Vincent Gilles (SLFP), Raoul Moulin (CSC) et Betty Masure (CGSP) ;
- Vincent De Wolf, en sa qualité de bourgmestre ;
- Michel Goovaerts, chef de corps de PolBru ;
- Gauthier Dewulf, Forum des Jeunes ;
- Thomas Devos et Brahim Lhichou de l’asbl JES ;
- Jacques Gorteman, directeur de l’école de police ;
- Alain Georgen, gestionnaire de Brusafe ;
- Els Keytsman et Patrick Charlier, Unia ;
- Serge Muyters, chef de corps d’Anvers et Arie Delanote, auteur de l’enquête sur la police anversoise* ;
- Gamal Cheddad, asbl Uit de marge et Inge Loodsteen, asbl D’Broej* ;
- Michaël Jonniaux, chef de corps Montgomery* ;

(*Les derniers intervenants ont communiqué leur intervention par courriel, car la commission n’a pas pu se tenir en raison des mesures renforcées de lutte contre le coronavirus.)

- voldoende financiering noodzakelijk is opdat de lokale politie haar opdracht kan vervullen zoals beschreven in het Koninklijk Besluit van 17 september 2001 tot vaststelling van de normen voor de organisatie en werking van de lokale politie, gericht op het verzekeren van een minimale dienstverlening aan de bevolking, en dat daarvoor de « KUL-norm » moet worden herzien ;
- de Federale Regering in haar regeerverklaring het engagement heeft opgenomen de KUL-normen te herzien ;

Na de getuigenissen en de aanbevelingen te hebben gehoord, tijdens de thematische commissievergaderingen van 29 september 2020, van 13 oktober 2020 en van 21 oktober 2020 en de schriftelijke documenten in verband met de good practices te hebben bestudeerd van :

- Sarah Van Praet, onderzoekster ;
- Eveline Vandevelde en Yassine Boubout, van het Platform Stop Etnisch Profileren ;
- Thierry Belin (NSPV), Vincent Gilles (VSOA), Raoul Moulin (ACV) en mevrouw Betty Masure (ACOD) ;
- Vincent De Wolf, in zijn hoedanigheid van burgemeester ;
- Michel Goovaerts, korpschef PolBru ;
- Gauthier Dewulf, Forum des Jeunes ;
- Thomas Devos en Brahim Lhichou van JES vzw ;
- Jacques Gorteman, directeur van de politieschool ;
- Alain Georgen, Beheerder Brusafe ;
- Els Keytsman en Patrick Charlier, Unia ;
- Serge Muyters, Korpschef Antwerpen en Arie Delanote, auteur onderzoek over de politie Antwerpen* ;
- Gamal Cheddad, vzw Uit de marge en Inge Loodsteen, vzw D’Broej* ;
- Michaël Jonniaux, Korpschef Montgomery*.

(*De laatste sprekers hebben hun tussenkomsten per mail bezorgd, want de commissie is niet doorgegaan omwille van de verstrengde coronamaatregelen.)

Demande au gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

En matière d'enquête et de monitoring :

- de demander aux conseils de police de faire rapport du nombre de contrôles d'identité effectués par leurs policiers et des motifs de ces contrôles ;
- de charger BPS de rassembler ces informations et d'élaborer un monitoring des bonnes pratiques relevées à l'étranger en matière de lutte contre, notamment, le profilage ethnique (par exemple, mettre en place le récépissé de contrôle) ;
- de charger l'Observatoire pour la prévention et la sécurité (OBPS) de mettre sur pied, en collaboration avec les six zones de police, un monitoring/suivi public, systématique et objectif des processus sociaux et méthodes de police influant sur la confiance entre les forces de l'ordre et les citoyens, parmi lesquels le profilage ethnique, la communication et l'enregistrement et le traitement des plaintes,... ;
- de confier à l'Observatoire bruxellois pour la prévention et la sécurité (OBPS), en collaboration avec des instituts de recherche, la mission de sonder à intervalles réguliers la confiance et le respect envers les services de police, en tenant suffisamment compte du domicile, du statut socio-économique, de l'origine, de l'âge des Bruxellois(es) sondé(e)s,... ;
- parce que « Mesurer c'est savoir », de transmettre les différents rapports à l'Observatoire bruxellois pour la prévention et la sécurité, responsable de la collecte et de l'analyse des données, qui devront être entièrement anonymisées ;

En matière de personnel et de recrutement d'agents de police :

- de formuler une demande officielle auprès du gouvernement fédéral pour une adaptation rapide de la norme KUL devenue obsolète en vue de renforcer, prioritairement, le nombre de policiers sur le terrain ;
- de formuler une demande officielle auprès du gouvernement fédéral pour une révision rapide et juste du financement des zones de police en vue d'augmenter le nombre de policiers, comme indiqué dans l'accord de gouvernement fédéral : « Le système des dotations fédérales aux zones de police et les moyens de prévention fédéraux seront réformés pour faire place à un système de financement objectif et transparent qui favorisera en outre la taille optimale des zones de police. » ;

Verzoekt de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Op vlak van onderzoek en monitoring :

- aan de politieraden te vragen om verslag uit te brengen over het aantal door hun politiemensen uitgevoerde identiteitscontroles en de redenen voor deze controles ;
- BPV te gelasten deze informatie te verzamelen en een monitoring uit te werken van goede praktijken uit het buitenland over de strijd tegen, onder andere, etnisch profileren (bijvoorbeeld zoals een controlebewijs uitreiken wanneer iemand is gecontroleerd) ;
- het Observatorium voor Preventie en Veiligheid (BOPV), in samenwerking met de zes Brusselse politiezones, een objectieve, systematische en openbare monitoring en opvolging op te laten zetten van de maatschappelijke processen en politiemethodes die het vertrouwen tussen politie en burger beïnvloeden, waaronder etnisch profileren, communicatie, klachtenmelding en -behandeling, ... ;
- aan het Brussels Observatorium voor Preventie en Veiligheid (BOPV) de opdracht te geven om in samenwerking met onderzoeksinstituten het vertrouwen in en respect voor de ordediensten op regelmatige tijdstippen te bevragen, met daarbij voldoende differentiatie naar woonplaats, socio-economische status, origine, leeftijd, van de bevroegde Brusselaars ... ;
- omdat 'Meten is weten' is, de verschillende rapporteringen door te geven aan het Brussels Observatorium voor Preventie en Veiligheid, dat verantwoordelijk is voor het verzamelen en analyseren van de gegevens. Dit moet volledig worden geanonimiseerd ;

Op vlak van personeel en rekrutering van politiemensen :

- bij de Federale Regering een officiële vraag in te dienen voor een snelle herziening van de verouderde KUL-norm om, prioritair, het aantal politieagenten op het terrein te versterken ;
- bij de Federale Regering een officiële vraag in te dienen voor een snelle herziening en een juiste financiering van de politiezones met het oog op de vermeerdering van het aantal politieleiden, zoals vermeld in het federaal regeerakkoord : « Het systeem van federale dotaties aan politiezones en federale preventieve maatregelen zal worden hervormd om een objectief en transparant financieringssysteem te creëren dat ook de optimale omvang van politiezones zal bevorderen. » ;

- d'accroître le nombre d'agents recrutés localement, notamment en chargeant le centre d'orientation au recrutement de Brusafe de mener des actions auprès des Bruxellois(e)s pour susciter plus de vocations pour les métiers de la police et de préparer les candidats aux examens de sélection ;
- de poursuivre la coopération entre Actiris et Brusafe et d'augmenter les chances de réussite des candidats bruxellois grâce au centre d'orientation de Brusafe et à une formation préliminaire plus adaptée. Une attention particulière devrait également être portée à un meilleur équilibre de genre et de LGBTQIA+ dans le recrutement ;
- d'agir en vue de promouvoir l'implication des zones de police et la présence sur le terrain de davantage d'agents de quartier et de valoriser leur métier par une révision de leur salaire ;

En matière de formation :

- de charger et de soutenir l'École régionale et intercommunale de police (ERIP) en vue d'attirer de bons formateurs et instructeurs qui soient motivés, en tenant compte des caractéristiques spécifiques de notre Région ;
- d'insister auprès des autorités fédérales sur l'amélioration et éventuellement l'allongement de la formation de policier, afin d'accorder davantage d'attention à la lutte contre la discrimination et le racisme, l'interdiction du profilage ethnique, les incidents en lien avec des interventions de policiers vis-à-vis de certains groupes de la population, l'autocritique, la recherche d'efficacité ainsi que l'amélioration collective et personnelle. La Région demande aussi de prévoir une formation plus longue et approfondie pour les agents avant qu'ils puissent prendre le volant d'un véhicule de police. Cette formation ne dure actuellement que deux jours, alors que ces dernières années, la plupart des personnes tuées l'ont été au cours de courses-poursuites ;
- de s'assurer que l'ERIP remplit une mission de développement de formations complémentaires spécifiques aux besoins de la Région bruxelloise ;

En matière de travail de quartier, de contacts de quartier et de communication :

- de soutenir les zones de police par une généralisation de la community policing ou police de proximité, en renforçant les brigades à pied, à vélo ou à cheval qui doivent devenir davantage la norme, afin que les policiers soient disponibles et abordables dans la rue ;

- het aantal lokaal gerekruteerde agenten te verhogen, onder andere door het Oriëntatiecentrum van Brusafe bijkomende acties te laten ondernemen ten aanzien van Brusselaars om hen aan te moedigen te kiezen voor een job bij de politie en kandidaten voor te bereiden op de selectieproeven ;
- de samenwerking tussen Actiris en Brusafe verder te zetten en de slaagkansen van de Brusselse aspiranten te verhogen dankzij het oriëntatiecentrum bij Brusafe en een goed uitgebouwde vooropleiding. Hierbij gaat ook bijzondere aandacht naar meer gender- en LGTBQIA+ evenwicht in nieuwe lichten ;
- maatregelen te nemen om de betrokkenheid van de politiezones en de inzet van meer wijkagenten in het veld te bevorderen en de waarde van hun werk te vergroten door hun salarissen te herzien ;

Op vlak van opleiding :

- de Gewestelijke en Intercommunale Politie school (GIP) te gelasten en te ondersteunen om sterke en gemotiveerde lesgevers aan te trekken, rekening houdend met de specifieke Brusselse karakteristieken ;
- bij de federale overheid te waken over een verbetering en eventueel verlenging van de opleiding tot politieagent, zodat in de opleiding extra aandacht gaat naar de strijd tegen discriminatie en racisme, het verbod op etnisch profileren, incidenten in verband met het optreden van politieagenten tegen bepaalde bevolkingsgroepen, zelfkritiek, zoeken naar meer efficiëntie, alsook collectieve en persoonlijke verbeteringen. Ook vraagt het Gewest een langere en betere opleiding te voorzien vooraleer politiemensen achter het stuur van een politiewagen mogen plaatsnemen. Nu is dat amper twee dagen, terwijl de meeste dodelijke slachtoffers de laatste jaren vielen tijdens politie-achtereenvolgingen ;
- zich ervan te vergewissen dat de GIP de opdracht vervult van het ontwikkelen van aanvullende opleidingen, specifiek voor de behoeften van Brussel ;

Op vlak van wijkwerking, wijkcontacten, communicatie :

- de politiezones te ondersteunen met de veralgemening van community policing of nabijheidspolitie, brigades te voet, met de fiets of te paard die meer de norm dienen te worden, zodat agenten in de straat bereikbaar en aanspreekbaar zijn ;

- de généraliser la création de LISA (Antenne locale de sécurité intégrée) dans la Région afin que les citoyens aient des points de contact locaux où divers services tels que la police, les gardiens de la paix ou Bruxelles-Propreté sont regroupés ;
- de faire appel à des agents de quartier qui connaissent le quartier, en collaboration étroite avec les gardiens de la paix, pour créer des synergies / un réseau de bonnes relations avec les écoles, les parents, les travailleurs de rue, les commerçants, le secteur horeca, les associations sportives et culturelles ;
- en collaboration avec les organisations de quartier et de jeunesse, de veiller à une information et une communication plus claire en matière de droits et devoirs des citoyens vis-à-vis des services d'ordre pendant les interventions ;
- de veiller à valoriser le rôle spécifique et la valeur ajoutée des agents de quartier ;
- d'inciter les zones de police à améliorer le protocole de communication pour les situations de crise, en particulier pour les accidents/incidents impliquant des morts ou des blessés graves. Les membres de la famille doivent être informés directement et de manière détaillée, ils reçoivent les informations nécessaires sur l'assistance psychologique, les procédures de plainte,... La police reste disponible après le contact initial en cas de questions ;
- de confier à BPS (ou à l'ERIP) la mission de rassembler les meilleures pratiques en matière de community policing et de les diffuser auprès de tous les intervenants dans l'ensemble de la Région, comme « Coffee with a cop », Team Herscham pour les sans-abri, le « régisseur de quartier » ou le frontdesk de Bruxelles-Ville – Ixelles, assumé par des citoyens, ce qui allège la charge de travail de la police ;
- de confier à BPS la mission de créer un forum où police et (organisations de) citoyens se rencontrent régulièrement et échangent leurs expériences, en collaboration avec les six zones de police bruxelloises ;
- d'élargir le fonctionnement de l'école des cadets de Bruxelles-Ville à l'ensemble de la Région ;

En matière d'interventions et de méthodes de travail :

- de confier au directeur coordonnateur administratif fédéral (dirco) et aux six zones de police de Bruxelles la mission de chercher une manière d'améliorer le dispatching du numéro d'urgence de la police et d'en faire rapport au Conseil régional de Sécurité (CoReS). À terme, le service dispatching pourrait être réorganisé et accueillir un personnel comprenant d'autres profils que celui de policier ;

- de gemeenten aan te moedigen de oprichting van LISA's (Local Integrated Security Antenna) te veralgemenen in het Gewest zodat burgers lokale aanspreekpunten hebben waar verschillende diensten zoals politie, gemeenschapswachten, Net Brussel huizen ;
- in te zetten op wijkagenten die de buurt kennen, in nauwe samenwerking met de gemeenschapswachten, om een netwerk van goede relaties met scholen, ouders, straathoekwerkers, winkeliers, horeca, sportverenigingen en culturele verenigingen te ontwikkelen ;
- in samenwerking met buurt- en jeugdorganisaties in te zetten op een heldere informatie en communicatie met betrekking tot de rechten en plichten van burgers ten aanzien van de ordediensten tijdens interventies ;
- ervoor te zorgen dat de specifieke rol en toegevoegde waarde van wijkagenten worden gevaloriseerd ;
- de politiezones aan te zetten het communicatieprotocol voor crisissituaties te verbeteren, in het bijzonder bij ongevallen/incidenten met ernstige gewonden of dodelijke afloop. Aanverwanten worden rechtstreeks en volledig geïnformeerd en krijgen de noodzakelijke informatie over psychologische bijstand, klachtenprocedures, ... Ook na het initiële contact blijft de politie bereikbaar voor vragen ;
- BPV (of de GIP) de opdracht te geven de best practices inzake community policing te verzamelen en te verspreiden bij alle intervenanten in het hele Gewest, zoals 'coffee with a cop', team Herscham voor de daklozen, wijkregisseurs of de frontdesk van Stad Brussel-Elsene, die ingevuld wordt door burgers hetgeen de werklast voor de politie vermindert en ruimte biedt om andere taken op te nemen ;
- BPV de opdracht te geven een forum op te richten, in samenwerking met de zes Brusselse politiezones waar politie en burger(organisatie)s elkaar regelmatig ontmoeten en ervaringen uitwisselen ;
- de werking van de kadettenschool van Brussel-Stad te verbreden naar het hele Gewest ;

Op vlak van interventies en werkwijze :

- de federale bestuurlijke directeur-coördinator (dirco) en de zes Brusselse politiezones de opdracht te geven na te gaan hoe de dispatching op het urgentienummer van de politie kan verbeteren en hierover te rapporteren aan de Gewestelijke VeiligheidsRaad. Op termijn zou de dienst dispatching anders kunnen georganiseerd worden en bemand met andere profielen dan politiemensen ;

- de travailler à une approche correcte et polie des forces de l'ordre envers les jeunes et des jeunes envers les forces de l'ordre. L'aspect « tutoiement et impolitesse » est mentionné dans différents témoignages comme point de crispation important ;
- d'intégrer les interventions dans le travail de police et donc de prévoir l'espace nécessaire ou le retour d'information et la réflexion après les interventions. Cela implique également de faire de la place pour la décompression, afin qu'un agent puisse évacuer la pression après une rude journée et bénéficier d'un accompagnement psychosocial ;
- d'insister auprès des autorités fédérales pour élaborer un cadre général pour l'utilisation des « bodycams ». Il y a aujourd'hui un manque d'uniformité. Chaque zone décide des règles pour son corps de police ;
- de charger Bruxelles Prévention et sécurité de prévoir un monitoring et des recommandations en matière de bonnes pratiques sur l'utilisation des « bodycams », en concertation avec les zones de police ;
- de charger le ministre-président de demander au ministre de l'intérieur du gouvernement fédéral de prendre les mesures destinées à mettre un terme à la sélectivité policière et aux contrôles d'identité non motivés en adoptant des règles claires ;

En matière de procédures de plainte :

- d'encourager, d'une part, les autorités compétentes à procéder à une évaluation objective des procédures de contrôles internes et externes et, d'autre part, de créer un organe indépendant de la hiérarchie de la police en qui les agents puissent avoir toute confiance ;
- d'encourager les organes compétents à améliorer la procédure de plainte en ligne afin qu'elle soit facile d'accès pour les citoyens ;
- d'encourager l'évaluation du travail de la police avec des formulaires en ligne d'appréciation par les citoyens permettant de repérer les bonnes pratiques et les pratiques à améliorer ;
- de demander aux instances fédérales un rapport statistique et qualitatif annuel du Comité P sur les interventions de police clôturées dans la Région ;
- d'inciter les instances fédérales à repenser et améliorer le suivi des plaintes déposées auprès du Comité P ;

- werk te maken van een correcte en beleefde omgang van politie tegenover jongeren en omgekeerd. Het aspect « tutoyeren en onbeleefde omgang » werd in verschillende getuigenissen aangehaald als een belangrijk punt van ergernis ;
- interventie te integreren in het politiewerk en dus ruimte in te bouwen voor terugkoppeling en zelfreflectie na interventies. Dit betekent ook ruimte laten voor decompressie, zodat een agent na een zware dag stoom kan aflaten en ook psychosociale begeleiding krijgt ;
- bij de federale overheid aan te dringen op een algemeen kader voor het gebruik van bodycams. Het mankeert vandaag aan uniformiteit. Elke zone schrijft zelf richtlijnen uit voor haar korps ;
- Brussel Preventie en Veiligheid de opdracht te geven te monitoren hoe bodycams worden gebruikt in de verschillende politiezones en aanbevelingen te doen over goede praktijken inzake bodycams, in overleg met de politiezones ;
- de minister-president te gelasten aan de minister van Binnenlandse Zaken te vragen de nodige maatregelen te nemen om een einde te maken aan politiselectiviteit en ongemotiveerde identiteitscontroles, door duidelijke richtlijnen te geven ;

Op vlak van klachtenprocedures :

- de bevoegde autoriteiten aan te moedigen om enerzijds een objectieve evaluatie van de interne en externe controleprocedures uit te voeren en anderzijds een orgaan op te richten dat onafhankelijk is van de politiehierarchie en waarin de agenten volledig vertrouwen kunnen hebben ;
- de betrokken organen aan te moedigen om de online klachtenprocedure te verbeteren, zodat deze gemakkelijk toegankelijk is voor burgers ;
- de evaluatie van het werk van de politie aan te moedigen met online evaluatieformulieren voor burgers om de goede praktijken en de te verbeteren praktijken op te sporen ;
- bij de federale instanties te vragen een jaarlijkse statistische en kwalitatieve rapportage door Comité P over zijn afgewerkte politie-interventies in het Gewest ;
- de federale instanties aan te zetten om de opvolging van klachten door het Comité P te herdenken en te verbeteren ;

En matière de sanctions, amendes :

- d’inciter le gouvernement fédéral à prévoir un encadrement et un financement suffisants de la Justice pour lutter contre toutes les formes d’impunité ;
- de lancer une réflexion sur la législation SAC, en particulier pour les mineurs d’âge, de réévaluer les procédures, notamment les procédures de médiation ou de travaux d’intérêt général, qui ne sont pas suffisamment appliquées ;
- d’améliorer les procédures de contrôles internes à tous les niveaux hiérarchiques afin de s’assurer du respect par les agents de leurs devoirs et de leurs droits dans l’exercice de leurs missions ;

Au niveau du suivi :

- de demander à BPS d’intégrer dans son rapport annuel les éléments contenus dans la présente résolution sur les relations entre policiers et citoyens dans la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Greffier,

Patrick VANLEEMPUTTEN

Le Président,

Rachid MADRANE

Op vlak van sancties, boetes :

- de Federale Regering aan te sporen om voldoende omkadering bij en een correcte financiering van Justitie te voorzien om alle vormen van straffeloosheid aan te pakken ;
- een reflectie op te zetten over de GAS-wetgeving, in het bijzonder voor minderjarigen, om de procedures opnieuw te evalueren, met name de procedures voor bemiddeling of gemeenschapsdienst, die niet voldoende worden toegepast ;
- de interne controleprocedures te verbeteren op alle niveaus van de hiërarchie om te verzekeren dat agenten hun plichten en rechten respecteren bij de uitvoering van hun taken ;

Op vlak van opvolging :

- aan BPV te vragen om in zijn jaarverslag de elementen uit deze resolutie met betrekking tot de relaties tussen politieagenten en burgers in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op te nemen.

De Griffier,

Patrick VANLEEMPUTTEN

De Voorzitter,

Rachid MADRANE